

Ainsi que je l'ai déjà mentionné, nous entendons accélérer par tous les moyens l'entraînement des pilotes et des équipages aériens, afin de pouvoir les envoyer en service actif le plus tôt possible.

Nous avons pris des mesures pour terminer en deçà du délai stipulé, la construction des aéroports, des hangars, et le reste.

Monsieur l'Orateur, c'est là un bref aperçu des mesures prises par le Gouvernement pour faire face aux besoins urgents du moment. L'intérêt national m'empêche de dévoiler certains autres détails relatifs à la mise à exécution de ces projets ou de mentionner d'autres initiatives déjà prises par le Gouvernement.

Puis-je m'arrêter un instant pour dire aux honorables députés que l'exposé que je viens de faire suffira sûrement à indiquer la force de ce que je vais dire maintenant. Dans une situation mondiale comme celle que le Canada et d'autres pays doivent envisager aujourd'hui, il est nécessaire que le Gouvernement tienne compte non seulement des événements de l'heure même, mais aussi des événements qui pourraient se produire pendant la durée de la présente guerre. La situation est tout à fait différente de ce qu'elle était autrefois. Durant la dernière guerre, ainsi que je l'ai signalé au début de mon discours, nous avons eu comme alliés le Japon, la Russie et l'Italie, et nous n'avions guère de problème du côté du Pacifique. Pendant un temps assez considérable les Etats-Unis étaient un allié actif et, comme je viens de le dire, aucun problème ne se posait à nous du côté de l'Océan Pacifique.

Nous n'avions guère de problème non plus du côté de l'Atlantique. La marine britannique avait entrepris la protection de notre côte Atlantique et l'assurait effectivement. Nos eaux côtières étaient protégées. Notre flotte de guerre était une affaire minuscule, consistant, sauf erreur, en deux navires: le *Rainbow*, et le *Niobe*, qui devinrent partie de la marine anglaise. Dans la présente guerre notre marine est une unité qui sert activement sur la côte de l'Atlantique, rendant une assistance précieuse à la marine anglaise.

Nous connaissons l'évolution de la guerre jusqu'à ce jour, mais nous ignorons la tournure qu'elle prendra demain. Nous ne savons pas ce qu'elle sera dans une semaine, dans un mois ou dans un an. Il nous faut donc envisager non seulement les concours à apporter outre-mer, mais aussi les événements susceptibles de se produire au Canada même. Voilà un des aspects de la question dont je voudrais voir les honorables députés tenir compte. Il importe que nous examinions tous les côtés de l'affaire et que nous l'envisagions non seulement par rapport au Canada

que nous avons connu dans la dernière guerre, mais aussi par rapport au Canada qui est une nation aujourd'hui.

S'il devait arriver—chose horrible à envisager—que notre ennemi triomphât dans la guerre actuelle, ce qu'il chercherait comme prix de sa victoire, ce ne serait pas la France, ce ne serait pas l'Angleterre ce ne serait pas la Hollande, ni la Belgique, ni la Norvège, ni la Pologne, ni la Tchécoslovaquie mais plutôt de nouveaux et vastes pays de colonisation. Voilà ce qui est à la base de la présente lutte pour la domination du monde. Nous ne pouvons donc pas nous permettre, à l'heure actuelle, de rejeter toute possibilité imaginable au sujet de chaque partie du Commonwealth des nations britanniques.

Les crédits urgents que la Chambre sera invitée à voter, les diverses mesures qui seront présentées par le Gouvernement, et dont plusieurs sont déjà inscrites au *Feuilleton*, commanderont la sérieuse attention de chacun de nous. Je demande à tous les membres d'éviter tout ce qui pourrait retarder les travaux de la Chambre et d'enlever du *Feuilleton* les articles qui ne peuvent, par le plus grand effort d'imagination, être considérés comme une contribution à la solution de nos problèmes. Par dessus tout, je sais que je ne demanderai pas en vain que l'on évite de détourner de leurs nombreuses tâches les ministres et fonctionnaires déjà surchargés de travail en les obligeant de s'occuper de choses non essentielles.

De l'avis du Gouvernement, les circonstances de l'heure exigent que la question urgente de la conduite de la guerre et de l'étendue de la participation canadienne soit discutée immédiatement et à fond. Nous ne voulons pas abroger et n'entendons pas diminuer indûment les privilèges des honorables députés. Cependant, le Gouvernement estime que, dans la présente situation exceptionnelle, les projets d'initiative ministérielle devraient avoir priorité sur le débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône. On suggère donc de raccourcir le débat sur l'Adresse par une entente entre les whips. Si une telle entente n'est pas possible, je proposerai le renvoi de la suite du débat.

En faisant des déclarations de ce genre, je me vois dans l'obligation de prier mes honorables collègues de bien comprendre qu'elles n'ont pas pour but de permettre au Gouvernement d'éviter la critique ni d'enlever à quelque député que ce soit un privilège qu'il considère sien. Elles viennent plutôt de ce que, connaissant l'excessive gravité de la situation actuelle, je pense que tous les honorables députés considèrent comme moi que le plus tôt nous pourrions commencer l'étude du bill du ministre des Finances (M. Ralston) ayant